

LE REMPLACEMENT DE L'ÉTAT (1^{ère} partie)...

Depuis son apparition, l'école libertaire, autrement appelée an-anarchiste, ou anti-autoritaire, s'est déclarée ennemie de l'État dans lequel elle a vu non seulement un facteur parasite, mais la plus grande source de maux dont l'humanité a souffert. Tout en restant inférieur à la tâche que nous nous sommes proposée, nous avons essayé aux cours de ce livre de montrer, preuves à l'appui, la véracité de cette affirmation. Non seulement l'État vole et pille, envahit, détruit, anéantit, mais il impose aux nations, aux populations, aux civilisations, le droit au plus fort, le règne du despotisme unipersonnel ou collectif.

C'est pourquoi les libertaires ont toujours pris soin de ne pas confondre l'État, même dans les périodes trop courtes où il n'a pas fait la guerre - et la société. «*La société, écrivait Bakounine, c'est la réunion, le groupement des hommes unis pour satisfaire leurs nécessités; elle se dirige par des lois spécifiques, des traditions dont elle n'a pas toujours conscience mais qui sont effectives; elle se maintient par la conjonction des intérêts et elle est aussi vieille que l'humanité, car l'homme est le fruit de la société et il ne se civilise que parce qu'il est un être social. La société est l'œuvre de la sociabilité, elle a existé avant l'État qui n'est qu'une forme transitoire de l'organisation sociale, et elle continuera d'exister après lui*». Telle est aussi, curieusement, la thèse de Engels dans son livre *Origines de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

L'habitude a été prise par bon nombre d'historiens, de professeurs, de théoriciens et de philosophes d'employer indistinctement les termes «*nation*» et «*État*» et d'en confondre la signification. La puissance de l'État qui impose sa volonté est telle qu'il peut pervertir le sens des vocables, en modifier l'interprétation. Voici cependant ce que le dictionnaire Larousse disait du mot État: «*Nation (ou groupe de nations) organisées, soumises à un gouvernement et à des lois communes*».

Cet amalgame provient du fait que l'État a été, dans l'immense majorité, le fruit de l'invasion et de la conquête. Les guerriers fondateurs d'État ont constitué des nations, et historiquement, une nation c'était, nous dit le même dictionnaire, une «*communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, religieuse, économique plus ou moins forte*». Souvent, l'État n'est pas encore constitué, mais les conglomerats humains le sont. Les Francs, les Suèves, les Alamans, les Bourguignons, les Ibères, les Basques, les Gaulois ou les Germains étaient des nations. L'unité politique viendra plus tard, surtout complétée par le renfort gouvernemental et centralisateur. Elle sera l'œuvre de pillards qui, pour assurer leur emprise, constitueront des institutions coercitives exerçant leur contrôle sur les peuples vaincus, et imposant leur loi, les dépouillant de leurs biens ou les exterminant (1).

Généralement le vainqueur ne produira pas; il se contentera de rançonner après avoir asservi. Mais s'il ne sait pas produire, il sait organiser la collecte de l'impôt, un système de contributions, le ramassage des biens produits par les populations agraires; et tous les organes de contribution, les équipes de ramassage, les forces de surveillance ne tarderont pas à s'unifier, à s'organiser, à constituer un appareil d'oppression et de domination - un État.

Nous persistons donc à combattre une confusion que l'on se plaît à entretenir, car si nous voulons détruire l'État et le changer pour un autre mode d'organisation, fruit d'une étape supérieure de l'as-

(1) Tel fut, il n'y a pas longtemps, le cas des conquérants européens en Amérique où ils exterminèrent les races autochtones.

cension humaine, nous ne voulons, bien au contraire, détruire ni la nation, au sens original du mot, ni, moins encore, la civilisation.

Une contre-propagande tenace s'acharne à propager le contraire et l'opinion générale lui fait foi. Serait-ce parce que la majorité de la population aime à être pressurée par le parasitisme bureaucratique qui est comme une prolongation du parasitisme conquérant? Nous savons bien que non. L'immense majorité des gens échapperaient à l'impôt si elle le pouvait. C'est pourtant sous cette forme que l'État leur apparaît. Mais on a présenté et l'on présente ce dernier comme un instrument d'ordre, on a tellement insisté et l'on insiste tellement sur sa nécessité que tout le monde croit qu'il est comme l'ossature, le système vertébral de la société; que celle-ci s'effondrerait s'il venait brusquement à disparaître, que les hommes s'entre-déchireraient, que le chaos serait général.

Jean-Jacques Rousseau, qui avait beaucoup d'imagination et confondait pensée abstraite et science expérimentale - c'est-à-dire corroborée par l'expérience, par l'étude des faits - explique la naissance de l'État, à l'aurore de la civilisation, par un accord général entre les hommes qui auraient renoncé à une partie de leur liberté pour créer un organe chargé, même en employant des moyens coercitifs, d'assurer la paix sociale. Engels, et avec lui toute l'école marxiste, donnent une explication curieusement similaire: l'État serait une conséquence de la lutte de classes, laquelle engendrerait et engendre un désordre permanent rendant toute société impossible si l'on n'avait pas créé un organisme faiseur de paix. Malheureusement, nous dit Engels, l'État prend parti pour une classe contre une autre classe: celle des biens-nantis contre les dépossédés (2).

Toutefois, l'existence de cet organe ordonnateur peut donc, si l'on n'observe pas la réalité, sembler justifiée. Car, dans la société capitaliste - et hier en société bourgeoise - fourmillent les intérêts antagonistes, les oppositions de toutes sortes, filles d'activités rattachées à l'économie libérale où la concurrence dresse les hommes les uns contre les autres, condamne à la lutte les secteurs de production agraires, industriels, commerciaux, professionnels, sociaux de caractère divers. La société n'est pas qu'une foire d'empoigne, mais le vol, la duperie, l'escroquerie, y sont si fréquents qu'avec la lutte de classes il semble que rien de valable n'y soit organisé et ne le serait sans l'existence et l'action de l'État tutélaire chargé de maintenir un certain équilibre, de combattre le désordre organisé.

Nous reconnaissons que, dans une certaine mesure, et surtout depuis la terrible crise de 1929, qui n'était pas encore complètement jugulée quand éclata la Seconde Guerre mondiale, l'État a mis un frein à la situation créée par cette secousse qui étendait un chômage atroce - quarante millions de chômeurs dans les nations industrielles. C'est lui qui, rejetant les postulats de l'économie libérale, implanta des réformes économiques limitant la toute-puissance du capitalisme privé. Et nous observons maintenant que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on évita pendant longtemps les crises cycliques qui, auparavant et durant deux siècles, s'étaient répétées à intervalles réguliers tous les sept, huit ou neuf ans.

Toutefois, en cette année 1975, une crise jusqu'ici moins grave que celle connue précédemment mais qui peut s'intensifier malgré les précautions prises, s'étend sur le monde et peut menacer l'humanité. La lutte entre les économies concurrentielles s'intensifie, à quoi il faut ajouter les problèmes posés par les nations du tiers monde. Industrie nord-américaine contre industrie japonaise et vice versa, industrie européenne contre industrie nord-américaine, agriculture italienne (dont les excédents seraient absorbés sans efforts par une population trop dense s'ils étaient équitablement répartis) contre agriculture française, insuffisance de l'agriculture russe et des nations satellisées, la lutte continue sous la paix apparente. Elle s'intensifie même, car, aux intérêts éparpillés et chaotiques d'hier, on oppose les grands ensembles qui se sont formés grâce au supercapitalisme d'État. Ces ensembles sont poussés par la production massive, l'importance du commerce international soutenu par le budget, des déficits ou des excédents de plus en plus volumineux et catastrophiques, à quoi se greffe le problème du chômage, celui des matières premières, le développement constant de l'énergie qu'il faut prévoir des années à l'avance.

(2) En réalité, Engels ne semble pas se rendre compte que, si tout fait politico-juridique dépend de la domination économique, on s'explique très bien que ceux qui sont les maîtres de la production soient aussi les maîtres de l'État. On ne comprend pas qu'il ne comprenne pas.

L'intervention de l'État a été stimulée par l'influence du parti socialiste qui, incapable de socialiser la production par lui-même, a voulu se servir des organismes officiels tels que Marx et Engels l'avaient recommandé. Tout cela s'est conjugué avec le développement de la technologie dans les activités, et les progrès des diverses branches de la science ou des sciences (chimie, biologie, physique atomique, etc.) appliquées à l'agriculture, à l'industrie, aux moyens de transport, aux services publics. L'échelle de la production a crû dans des proportions énormes, mais les désordres consécutifs sont proportionnels. Or, il faut mettre de l'ordre dans l'économie, adapter les échanges internationaux aux besoins des populations, coordonner production et consommation. Et l'instrument qui semble le plus adéquat parce qu'il domine ou qu'il peut dominer le tout, c'est l'État. Il a les moyens - du moins, le croit-on - d'imposer des solutions. Nous énumérons plus avant les aspects négatifs de cette machinerie colossale, et l'étude quelque peu approfondie de l'histoire nous montre que ce qui, théoriquement, peut ou devrait apporter des solutions, est cause de nouvelles difficultés. Car toujours, l'État a écrasé, appauvri et ruiné les populations; la classe bureaucratique a été un facteur de paralysie, a causé un désordre organisé et épuisant.

Gaston LEVAL.
